

ATTESTATION D'IMMATRICULATION AU REGISTRE NATIONAL DES ENTREPRISES

Ce document récapitule l'état des inscriptions au Registre national des entreprises concernant l'entreprise
EURL PASCAL GENIN à la date du **12 mars 2025**

Une mise à jour quotidienne peut être obtenue sur le site DATA INPI à l'adresse <https://data.inpi.fr>

Identité de l'entreprise

Dénomination : **EURL PASCAL GENIN**

SIREN (siège) : 419 806 914

Date d'immatriculation au RNE : 14/08/1998

Détail de la cessation :

- Date Mise en sommeil : 01/11/2024
- Maintien de l'immatriculation au registre

Dissolution :

- Dissolution avec liquidation
- Date de dissolution : 01/11/2024
- Identité du liquidateur : **GENIN PASCAL BERNARD**

Date de fin de la personne morale : 13/08/2097

Date de clôture : 31/12

Nature de l'entreprise : Commerciale

Forme juridique : Société à responsabilité limitée à associé unique (SARLU ou EURL)

Associé unique : Oui

Activité principale : Sans activité

Activités principales de l'objet social : transport routier de marchandises avec véhicule de moins de 3.50 tonnes

Code APE : 5229A - Messagerie, fret express

Capital social : 7622.45 EUR

Adresse du siège : 3 RUE DES 2 COUSINS 89200 AVALLON FRANCE

Données validées issues du guichet unique

Dirigeants et associés

Nom, Prénom(s) : **GENIN PASCAL , BERNARD**

Qualité : **Gérant**

Date de naissance (mm/aaaa) : **04/1962**

Commune de résidence : **Avallon**

Établissements

Cet établissement a été fermé le 01/11/2024

Type d'établissement : **Siège**

Siret : **41980691400018**

Code APE : **5229A - Messagerie, fret express**

Adresse : **3 RUE DES 2 COUSINS
89200 , AVALLON - FRANCE**

Données validées issues du guichet unique

Observations

Observation n°2 du 01/01/2002

Conversion du capital social en EUROS effectuée d'office par le Greffier du Tribunal de Commerce en application du décret n° 2001-474 du 30/05/2001

Observation n°1 du 14/08/1998

Historique : Publicité de constitution : L'Yonne R épublicaine

Il est porté à votre connaissance que le déclarant s'est opposé à la mise à disposition de ses données à des fins de prospection en application du paragraphe 2 de l'article 21 du règlement européen 2016/679 RGPD (art. R.123-320 du code commerce).